



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des
Communications Electroniques et des Postes portant sur
les conditions économiques de l'accès aux
infrastructures de génie civil de boucle locale en
conduite de France Télécom

Réponse du Groupe France Télécom

27 juillet 2010 – 15 septembre 2010

Version publique

Contact : affaires.reglementaires@orange-ftgroup.com

Lien vers la consultation : http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-projdec-tarif-fourreaux-juil10.pdf

I. France Télécom se félicite de certaines évolutions par rapport à la version précédente

A) Sur les clés d'allocation des coûts de génie civil

France Télécom approuve les évolutions proposées par l'Arcep quant à l'allocation des coûts de génie civil de France Télécom sur la boucle locale en conduite. La nouvelle rédaction de l'article 2 du projet de décision permettra sa mise en œuvre. Il faut cependant souligner que les pourcentages cités au paragraphe II.B.2 page 19 sont relatifs à l'année 2008 et non à l'année 2010. Par ailleurs, vu les évolutions, l'article 8 pourrait être supprimé. France Télécom est tout à fait prête à fournir, chaque année à l'Arcep, les clés utilisées pour la mise en œuvre de l'article 2.

B) Sur l'allocation des coûts de génie civil de la boucle locale en conduite de l'année n entre cuivre et fibre sur la base des parcs de l'année n-2

Même si France Télécom trouve non pertinente cette méthode d'allocation et continue à contester sa mise en œuvre (cf. précédentes écritures), elle se réjouit néanmoins des précisions apportées par l'Arcep d'une part sur le fait que cette méthode conduira à une hausse des tarifs durant les prochaines années et d'autre part sur l'évolution à terme de l'évaluation des accès sur une base prévisionnelle pour allouer les coûts entre cuivre et fibre : *« Il devrait cependant être possible d'évaluer ces accès actifs sur une base prévisionnelle lorsque la phase de démarrage de la fibre optique sera dépassée. Ce choix, qui conduit à une montée en charge progressive des tarifs d'accès au génie civil de boucle locale en conduite et à une incitation forte au démarrage effectif des déploiements sur le territoire, pourrait néanmoins faire l'objet d'une révision dès lors que le nombre d'accès fibre sera suffisamment significatif, et s'appuyer à terme sur des données prévisionnelles, comme c'est classiquement le cas dans le système de comptabilisation des coûts de France Télécom pour l'établissement des coûts et tarifs prévisionnels ».*

Cette précision sur le caractère temporaire de la référence au parc au 31 décembre de l'année n-2 pour le calcul des tarifs de l'année n devrait cependant être indiquée en clair dans l'article 4 de la décision. Il serait également souhaitable que la décision lève toute ambiguïté sur le moment à partir duquel le nombre d'accès fibre deviendra suffisamment significatif pour permettre l'utilisation d'un parc prévisionnel. France Telecom suggère d'indiquer dans la décision que ce sera le cas dès lors que le parc en service aura atteint 500 000 accès.

II. En revanche, France Télécom regrette que certaines de ses remarques aient été ignorées

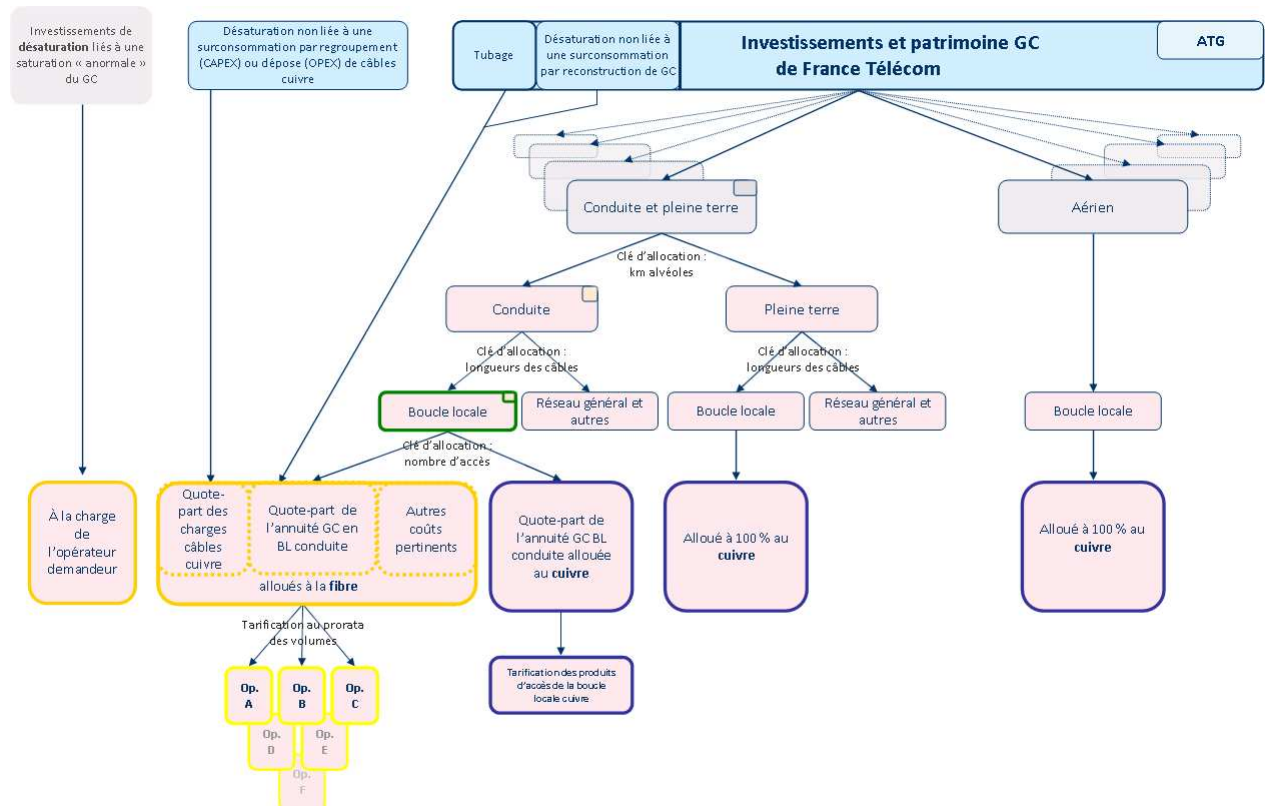
France Télécom renvoie ici à ses précédentes écritures, mais rappelle les principaux points.

A) Sur l'allocation de certains coûts présentant des caractéristiques spécifiques

Le traitement de certains coûts n'est pas clairement spécifié par le projet de décision :

- au sein des investissements et patrimoine de GC de France Télécom, ceux liés aux travaux de tubage ainsi que ceux liés aux coûts de reconstruction de GC dans le cas d'une désaturation légitime. Ces dépenses qui sont spécifiques à un passage à des réseaux en Fibre Optique construits par plusieurs opérateurs, doivent être affectées directement à la fibre. Il semble, en particulier qu'il y ait une contradiction entre l'article 1 qui exclut les coûts d'investissement correspondant à des désaturations liées à des surconsommations (ce qui laisse supposer que ceux correspondant à des désaturations non liées à des surconsommations sont inclus) et l'article 4 qui exclut toutes les désaturations.
- les investissements et les charges de patrimoine liés au regroupement de câbles cuivre non lié à une surconsommation. Le principe de causalité conduit à affecter directement ces charges à la fibre,
- les charges d'exploitation câbles cuivre correspondant à la dépose de câbles non liée à une surconsommation. Le principe de causalité conduit à affecter directement ces charges à la fibre.

Le schéma de la page 9 n'a pas été actualisé, ce qui contribue à l'incertitude quant à l'allocation des coûts. France Télécom propose que le schéma suivant figure dans les attendus de la décision :



B) Sur les coûts de désaturations

Une amélioration du schéma de principe (cf. ci-dessus) permettrait de lever certaines ambiguïtés qui existent dans le projet de décision actuel (cf. réponse à la précédente consultation de France Télécom du 27 mai 2010 - S.I.E.).

D'autre part, la définition d'une désaturation liée à une surconsommation qui se trouve présent au § I.A.3 (définie en référence à une technologie moins consommatrice en volume, ie le PON) devrait figurer dans l'article 2 de la décision.

C) Sur la distinction transport/distribution

L'Arcep n'apporte aucune solution quant à la faisabilité d'un tel calcul. La mise en œuvre opérationnelle semble très lourde et très difficile. A supposer que les segments transport et distribution soient clairement définis dans la décision, France Télécom estime le coût disproportionné¹ pour faire apparaître ces notions sur les plans itinéraires fournis aux opérateurs et dans son système d'information et le délai de mise en œuvre sera important pour effectuer cette distinction pour la totalité des communes. ***France Télécom souhaite insister sur les grandes difficultés opérationnelles de mise en œuvre du projet de décision en l'état impossible à mettre en œuvre à court terme.*** France Télécom appelle l'Arcep à une approche plus simple et plus pragmatique.

¹ France Télécom estime que l'impact des évolutions, liées à la segmentation entre transport et distribution et à l'introduction de la notion de zone mutualisée, sur le système d'information commercial et sur la remise à niveau de la documentation pourrait atteindre plusieurs dizaines de millions d'euros.



D) Sur le calendrier

L'Arcep a maintenu la transmission des prévisions d'investissement le 30 octobre. Comme nous l'avons expliqué dans notre réponse à la consultation précédente, cette date n'est pas compatible avec le calendrier de préparation budgétaire de France Télécom et les données fournies ne pourront donc pas être auditées. De même, au 15 novembre, les tarifs ne pourront pas reposer sur des coûts prévisionnels audités. France Telecom propose de transmettre ses prévisions d'investissement pour le 1^{er} décembre et de publier ses tarifs avant le 31 décembre de l'année précédant leur mise en œuvre.

Par ailleurs, l'Arcep fixe comme délais le 30 octobre à tous les opérateurs pour fournir les données de trajectoires et le 15 novembre à France Télécom pour la publication des tarifs. Le temps dont dispose France Télécom pour élaborer les tarifs est trop court, d'autant qu'il n'y a aucun délais prévu s'agissant de la fourniture des données consolidées par l'Arcep à France Télécom.

En tout état de cause, France Télécom entend souligner qu'elle ne sera pas en mesure de calculer sur la base de ces nouvelles méthodes les tarifs pour l'année 2011. La mise en œuvre de ces nouvelles méthodes de calcul des coûts du génie civil suppose en effet préalablement la mise en place de nouveaux processus et l'évolution de son système d'information. Il faut en particulier définir le traitement du parc existant, pour lequel l'utilisation des nouvelles règles nécessitera du temps. **Dans ces conditions, il n'apparaît pas raisonnable d'imposer à France Télécom la mise en œuvre de ces nouvelles méthodes dans un tel délai. Il est donc indispensable que l'Arcep prévoit la mise en œuvre d'une solution transitoire qui garantisse une rémunération équitable des coûts.**

E) Sur les données collectées

France Télécom s'étonne que l'Arcep prévoie de collecter auprès des opérateurs le 30/09 de **l'année n-1** d'une part les données d'accès commercialisés sur le marché de détail au **31/12 de l'année n-2** de façon à tenir compte des incertitudes liées à la phase de démarrage, et d'autre part les données de volumes prévisionnels pour **l'année n** occupés par les câbles en fibre optique dans le génie civil de boucle locale en conduite de France Télécom pour la zone non mutualisée. En effet, il semble beaucoup plus aisé d'extrapoler des données d'accès commerciaux plutôt que des volumes de câbles. L'Arcep pourrait ainsi demander également une extrapolation des données de parcs d'accès commerciaux cohérente avec les données prévisionnelles de volumes de câbles, ce qui permettrait d'avoir un schéma d'allocation des coûts homogène (calé à la fois pour les données financières et les trajectoires de volumes sur la même année n).

III. France Télécom n'est pas favorable à l'introduction des nouveaux points ajoutés à la dernière version

A) Sur le recensement des accès actifs utilisés pour l'allocation entre cuivre et fibre

L'Arcep précise dans ce nouveau projet que *«les accès actifs sur le marché de détail utilisés pour réaliser l'allocation entre cuivre et fibre sont définis comme les accès actifs, à la fois résidentiels, entreprise et autres équipements d'accès (BTS, etc.) desservis en cuivre et desservis en fibre dans le cadre d'une offre d'accès issue de la décision n°2008-0835 ».*

France Télécom est surprise de l'ajout des BTS dans les accès à comptabiliser en fibre optique dans cette nouvelle version. En effet, les BTS ne sont pas utilisées pour desservir des clients FttH et, en outre, une BTS représente un ensemble de clients finals, pas un accès. Le raccordement d'une BTS est en fait l'extrémité d'un tronçon de réseau qui n'a pas lieu d'être considéré comme un accès d'un client final, de la même manière que des raccordements de nœuds de réseaux de transmission n'ont pas lieu d'être comptabilisés comme accès FttH.

En tout état de cause, les BTS ne font pas partie du périmètre des accès éligibles aux offres d'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom à l'issue de la décision n°08-0836 en date du 24 juillet 2008. Ce sujet a été inclus dans les questions soulevées par l'Arcep dans la consultation publique en cours sur les marchés 4 et 5. France Télécom fera part de son analyse dans sa réponse. En l'état, il n'est donc pas pertinent de les inclure dans les accès à prendre en compte pour déterminer l'allocation des coûts entre le cuivre et la fibre.

France Télécom demande en conséquence que ces accès ne soient pas comptabilisés dans les accès actifs sur le marché de détail.

B) Sur la distinction entre « zone mutualisée » et « zone non mutualisée »

Dans la version précédente, France Télécom s'interrogeait déjà sur la faisabilité opérationnelle, tant du point de vue du calcul des coûts que du point de vue de la facturation, de la distinction entre transport et distribution. Sans répondre à ces questions, l'Arcep introduit une distinction supplémentaire entre zone mutualisée et zone non mutualisée.

Cette notion qui peut sembler pertinente d'un point de vue purement théorique, semble très difficile à mettre en œuvre en pratique, la position d'un PM étant variable selon la zone et l'opérateur de PM.

La décision de distinguer à la fois le transport et la distribution, ainsi que les zones mutualisées et non mutualisées amènera à :

- construire un modèle purement théorique, alimenté avec des clés arbitraires puisque France Télécom ne dispose pas, et ne disposera pas dans le futur, des données opérationnelles permettant d'alimenter un modèle aussi complexe,
- facturer les opérateurs tiers sur des bases purement théoriques, les tronçons de réseau ainsi définis n'étant dans aucun système d'information.

En conclusion, ces distinctions, bien que pouvant apparaître attractives sur un plan purement théorique, vont donner l'illusion d'une tarification fine et précise qui reposera en fait sur des règles arbitraires car les données sous jacentes ne seront pas disponibles, engendrant complexité et coûts importants.

Quoi qu'il en soit, si une telle distinction devait être mise en œuvre, France Télécom souhaite que des précisions ou des modifications soient apportées sur deux points :

- la distinction zone mutualisée / zone non mutualisée n'est pas pertinente en zone très dense telle que définie par l'Arcep dans sa décision n° 2009-1106. En effet, dans les zones très denses, qui sont par définition les zones dans lesquelles une concurrence par les infrastructures est viable jusqu'à proximité des logements, les infrastructures de différents opérateurs peuvent être présentes dans le génie civil de distribution situé en aval du PM. A titre d'exemple, dans des zones d'habitat mixte on peut trouver un immeuble de plus de 12 logements avec un PM d'un premier opérateur situé à l'intérieur de cet immeuble, au milieu d'une zone pavillonnaire desservie par un ou plusieurs PM d'autres opérateurs. Le cas des « PMGC » (points de mutualisation de grande capacité) déployés par un opérateur FttH pour l'accès à ses immeubles équipés avant l'application de la décision de l'Arcep est un autre exemple de zone située en aval de PM qui n'est pas mutualisée entre les opérateurs. En outre, les PM desservant des petits immeubles ou des pavillons en zone très dense ont vocation à être situés sur le réseau de distribution. France Télécom estime donc, afin de ne pas accroître les difficultés de mise en œuvre, qu'il serait utile de préciser qu'en zone très dense, seules les composantes tarifaires au volume s'appliquent, la composante forfaitaire à l'accès étant réservée à la zone moins dense.
- il conviendrait de préciser dans l'annexe c qui décrit les éléments de volumes de génie civil en conduite occupés par des câbles fibre optique, comme indiqué § II.B.2, que les informations demandées doivent être fournies par chaque opérateur selon deux axes : transport/distribution d'une part et mutualisé/non mutualisé d'autre part, ces informations étant indispensables au modèle d'allocation des coûts.

IV. La segmentation entre transport et distribution et selon les zones complexifie inutilement la grille tarifaire sans aucune garantie quant à l'atteinte des objectifs affichés

France Télécom souhaite rappeler qu'en cherchant à différencier les tarifs entre d'une part transport et distribution, et d'autre part positionnement du GC par rapport au PM, l'Arcep entend vouloir répondre à deux objectifs :

- Diminuer le différentiel de tarif pour un opérateur PON par rapport à un opérateur point à point bien que ce dernier consomme des volumes utiles dans des proportions très supérieures
- Limiter les écarts de coût de génie civil entre les territoires qui pourraient exister du fait des différences de densité de populations.

Il s'agit, en l'état actuel du projet, de répartir la masse des coûts allouée à la fibre selon une clé qui ne soit plus le seul volume utilisé, mais aussi la position dans l'infrastructure de génie civil avec pour référence le réseau de boucle locale en cuivre alors même que celui-ci présente une architecture très différente d'un réseau en fibre optique.

Les conséquences des répartitions envisagées sont très difficilement prévisibles. A titre d'exemple, les NRO ont aujourd'hui une couverture différente de celle des répartiteurs cuivre : si la proportion de volume de câbles fibre optique dans les fourreaux en transport est inférieure à ce qui est retenu par l'Arcep par référence au réseau actuel, le tarif déperéqué sur le transport sera supérieur à ce qu'il aurait été en l'absence de différenciation, ce qui est contraire à l'objectif poursuivi.

De la même façon, si on prend comme hypothèse que la taille des points de mutualisation sera inversement proportionnelle à la densité de la zone, la formule retenue conduira, dès l'origine, à faire supporter un coût bien supérieur dans les zones moins denses.

Ces exemples suffisent à montrer que l'extrême complexité de ce que l'Arcep souhaite mettre en place peut s'avérer inutile voire contreproductif. Les nouvelles règles d'allocation des coûts en amont du modèle vont conduire dans tous les cas de figure à un coût d'usage du GC très faible pour les réseaux FttH au cours des premières années, ce qui ne nécessite pas de mettre en place un mécanisme inutilement lourd et n'aboutissant pas in fine à des écarts importants en valeur absolue sur ce qui sera facturé aux opérateurs.

Il serait donc logique que l'Arcep retienne une grille tarifaire uniforme, celle-ci devant alors être revue au bout de 2 ans selon les mêmes modalités que ce qui est prévu pour le partage entre les accès cuivre et fibre optique.